

Proposition de règles prudentielles pouvant s'appliquer aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel

Date de la contribution : 30/09/2024

Consultation Publique du 3 juillet 2024 sur une proposition de règles prudentielles pouvant s'appliquer aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel

Réponse de l'Association Nationale des Opérateurs Détaillant en Energie (ANODE)

Propos liminaires

L'ANODE soutient la nécessité de définir un cadre réglementaire qui puisse garantir le respect des engagements pris par les fournisseurs, réduire les risques de faillites et renforcer la résilience de toute la filière en période de crise. A cet effet, elle avait formalisé son analyse et ses propositions dans son *position paper* « Analyse de l'A.N.O.D.E. sur la Résilience des Fournisseurs d'Energie en France », qu'elle a transmis à la CRE en juin 2022.

Les obligations prudentielles proposées par la CRE, dans le but de répondre à certains risques pesant sur le marché de détail, ne garantiront pas l'atteinte de leur objectif. En effet, elles échouent dans prise en compte de la réalité du marché français, en particulier de l'électricité, et pourraient conduire à une perte de compétitivité et de capacité d'innovation du marché au détriment des consommateurs finals.

Le marché de masse français de l'électricité est caractérisé par

- des clients qui ne peuvent être engagés sur la durée des contrats et qui peuvent donc résilier leur contrat et changer de fournisseur à tout moment, quelle que soit leur offre ;
- des tarifs de vente réglementé (TRVE) proposés dans le cadre de l'ancien monopole, qui restent très majoritaires (~ 60% des consommateurs résidentiels) et qui reposent sur une méthodologie qui génère structurellement des distorsions de concurrence. Ainsi, le lissage sur 2 ans de la composante approvisionnement sur le marché, qui représentera, avec la fin de l'Arenh au 31 décembre 2025, 100% de la brique approvisionnement du TRVE, est très difficilement répliquable pour les fournisseurs alternatifs et conduit régulièrement à des périodes, qui peuvent être très longues, pendant lesquelles le TRVE n'est pas contestable.

Dans ce contexte, imposer des obligations de couverture en volume à des niveaux élevés et de manière uniforme à tous les fournisseurs, ferait peser un risque important de pertes pour ces derniers.

Par ailleurs, cette proposition de la CRE illustre encore une fois d'un renforcement extrêmement important du cadre législatif et réglementaire relatif à la fourniture d'énergie, qui transfère un niveau de risque toujours croissant vers les fournisseurs. Ces derniers sont soumis à des obligations supplémentaires et croissantes (CEE, Certificats de production de biométhane – CPB, ETS II, lignes directrices, etc.), sans prise en compte des conséquences en termes de coûts ou de risques pour leurs activités. Si l'objectif de protéger les consommateurs est important, les pouvoirs publics ne peuvent continuer à accumuler les risques pesant sur les fournisseurs. Cette multitude d'obligations, parfois éloignées de leur activité de base, fragilise la résilience des fournisseurs et complexifie grandement leur relation avec leurs clients.

Limites de l'approche en volume

Tout en avançant des propositions, l'ANODE a toujours rappelé que la régulation de la couverture ne devait pas porter atteinte à la liberté de chaque fournisseur de définir sa propre politique de couverture, et cela dans l'intérêt du consommateur. En effet, une uniformisation des stratégies de couverture des fournisseurs conduirait à un appauvrissement des offres et à un alignement des prix proposés aux clients.

Or, la proposition de la CRE conduirait à imposer une obligation unique et identique à tous les fournisseurs quelle que soit leur situation ou leurs pratiques en termes de politique de risque. Cette proposition obligerait les fournisseurs à se couvrir tous au même niveau et *à tout prix*, ce qui priverait les fournisseurs de leur capacité à se couvrir au meilleur coût et à optimiser le prix pour le client final.

De plus, l'obligation de couvrir à 97% les volumes contractualisés ne constituent pas une garantie contre les faillites des fournisseurs en période de crise. Une flambée importante des prix sur le pourrait mettre en danger la résilience financière de certains fournisseurs, même avec des volumes restant à couvrir limités, en raison notamment de l'impact sur la trésorerie des appels de marge et autres demandes de garanties et des coûts liés à la couverture des volumes résiduels ouverts.

La CRE devrait davantage tenir compte de l'analyse de l'ACER dans sa réponse à la consultation de la Commission européenne sur la réforme de « l'Electricity Market Design »^[1]. Deux points saillants peuvent être soulignés :

- L'ACER reconnaît l'intérêt d'introduire des obligations prudentielles pour limiter le risque de défaillance des fournisseurs et sécuriser leurs engagements contractuels. Cependant, Elle rappelle, qu'à l'exception de l'Allemagne, **les marchés de l'électricité en Europe ne sont pas suffisamment liquides pour permettre aux fournisseurs de respecter efficacement des obligations de couverture à long terme**. Elle propose ainsi, l'introduction de contraintes financières minimales au moment de la délivrance de la licence de fourniture, ou bien une obligation de couverture d'une partie du volume, **uniquement pour les offres à prix fixe et à durée limitée, en indiquant clairement que des indemnités de résiliation devront être prises en compte dans ce cas ;**

- L'ACER rappelle également les risques importants de toutes obligations prudentielles mal calibrées : une **augmentation du coût pour les consommateurs** ainsi qu'une **standardisation des stratégies commerciales des fournisseurs** qui compromettrait leur liberté d'entreprendre et l'innovation avec un **appauvrissement des offres** disponibles pour les consommateurs.

Enfin, l'ANODE souligne que l'approche en volume privilégiée par le régulateur s'adapte bien au segment des grands consommateurs, où il existe un engagement de la part du consommateur et donc la possibilité pour le fournisseur de couvrir les volumes contractualisés, avec un niveau de risque raisonnable. En revanche, pour le marché de masse, où les clients peuvent résilier leurs contrats à tout moment en raison de l'absence de frais de résiliation, cette approche n'est pas adaptée. Le cadre législatif français doit évoluer pour donner la possibilité aux fournisseurs de proposer des offres engageantes y compris pour les consommateurs résidentiels, comme le propose l'Acer. Les modalités d'application des frais de résiliation pourront être réglementées et contrôlées. Si ce n'est pas le cas, les obligations prudentielles devront nécessairement prendre en compte le risque de *churn* des clients (taux d'attrition). Le *churn*, qui est une composante importante et dimensionnante de la politique de couverture de chaque fournisseur, ne peut être considéré de manière normative car il est spécifique à chaque fournisseur, avec des écarts potentiellement significatifs d'un fournisseur à un autre et des conséquences financières importantes pour les fournisseurs s'il est mal paramétré.

Proposition de modification de l'approche proposée

Il est nécessaire d'adapter la proposition de la CRE pour permettre à chaque fournisseur de se mettre en conformité avec les obligations réglementaires tout en gardant la possibilité de disposer d'une politique de couverture différente, si cette dernière permet d'atteindre le même objectif. Les fournisseurs pourraient donc :

- Soit mettre en œuvre l'obligation de couverture en volume définie par la CRE, avec des aménagements nécessaires explicités dans le reste de notre réponse ;

- Soit, demander à déroger à l'obligation de couverture en volume, s'ils ont implémenté une politique exhaustive de gestion des risques financiers, plus robuste et en général plus à même de garantir la résilience des acteurs en période de crise. Les modalités de cette demande de dérogation seraient définies par la CRE en amont.

Une telle solution donnerait aux fournisseurs la possibilité de se conformer à l'esprit de cette obligation selon leurs capacités respectives et leurs pratiques de gestion du risque.

En dernier lieu, l'échéance de début 2025 est irréaliste pour le démarrage d'une telle régulation. La CRE ne peut pas traiter tous les éléments de renforcement du cadre de régulation de manière unitaire. Elle indique elle-même que ce cadre est pensé de manière globale (lignes directrices, contrôle de cohérence des offres et obligations prudentielles). Cette approche globale doit être retranscrite dans les objectifs fixés par chacune de ces nouvelles obligations. La CRE ne peut pas :

- fixer les exigences au maximum pour chacun de ces axes car les effets sont cumulatifs pour les bénéfices comme pour les contraintes ;
- fixer des échéances de mise en œuvre identiques. Les capacités des fournisseurs sont limitées et nos membres ont besoin de temps pour implémenter des mesures aussi structurantes, sans mettre en péril leurs activités.

Question 1 Etes-vous d'accord avec les principes généraux exposés par la CRE ?

Comme expliqué dans les propos liminaires, l'ANODE propose à la CRE de revoir l'articulation des principes du mécanisme des Règles Prudentielles, en prévoyant la possibilité pour les fournisseurs d'adapter le type de contrôle auquel ils sont capables de se soumettre :

- Les fournisseurs pourraient se soumettre à une obligation de couverture en volumes comme proposé par la CRE dans la présente consultation publique. Toutefois le niveau de l'obligation et les modalités de contrôle devront être aménagés, comme nous le détaillons dans la suite du document ;
- Les fournisseurs ayant déjà mis en place une politique interne de gestion de risque basée sur un contrôle de la couverture sur d'autres critères que le volume, notamment en valeur financière, devraient avoir la possibilité de poursuivre cette politique, après accord formel de la CRE ; dans ce cas, la CRE :
 - o Procéderait au contrôle et à l'évaluation de la *risk policy* interne des acteurs, en veillant à la robustesse de la politique de risque des fournisseurs avec leur niveau de solidité financière, à l'existence des outils organisationnels et processus suffisamment robustes pour assurer le suivi et le contrôle de la bonne mise en œuvre de cette politique ;
 - o A la vérification du respect de la politique de risque par les fournisseurs concernés (respect des limites, adaptation des politiques de couverture ou des stratégies commerciales en cas d'atteinte des niveaux d'alerte, etc.).

Cette proposition a le mérite de mieux prendre en compte les spécificités de chaque fournisseur, en permettant aux acteurs de marché de satisfaire l'obligation de couverture tout en maintenant leur liberté dans le choix de leur stratégie de couverture.

Question 2 Identifiez-vous d'autres outils prudentiels que la CRE devrait mobiliser pour mieux répondre aux spécificités du marché français ?

L'ANODE considère que certains contrôles devraient être réalisés dans le cadre de l'octroi des autorisations de fourniture. Compte tenu de sa connaissance sectorielle, la CRE devrait, a minima, avoir un droit de veto sur l'octroi des autorisations de fourniture.

Cela réduirait en amont le risque de faillite des fournisseurs et réduirait le besoin d'obligation prudentielles trop contraignantes comme celles préconisées par la CRE.

Question 3 Sur la différenciation entre les types de consommateurs, êtes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE ?

Question 4 Etes-vous d'accord avec la définition des offres entrant dans le périmètre de contrôle proposée par la CRE ?

Comme indiqué en introduction, l'Acer, dont la CRE est membre, a fourni un éclairage très précieux sur ce point et considère qu'une obligation de couverture en volume doit concerner les offres à prix fixe et durée déterminée en contrepartie de l'application de frais de résiliation.

A ce titre, le type de régulation envisagée par la CRE, avec une obligation en volume se prête plutôt bien au

segment des grands consommateurs, dont les offres répondent majoritairement aux critères soulignés par l'Acer. Il est toutefois important que le régulateur prenne en compte le fait que dans ce segment de marché les volumes à couvrir devront être diminués d'éventuels volumes soumis à des clauses de fluctuation du parc et de déplacement de consommation ou d'effacement insérées dans les contrats (ce qui est courant dans le marché des grands consommateurs, notamment pour des clients industriels dotés de groupes électrogènes ou en mesure de moduler leur consommation).

En revanche, une telle obligation ne saurait s'appliquer en l'état au marché de masse. Il conviendrait pour la CRE de mettre en cohérence sa proposition avec les recommandations de l'Acer :

- limiter cette obligation aux offres à prix fixe. Il convient de rappeler que le marché français n'a connu que deux faillites de fournisseurs, dont la plus problématique concernait un fournisseur actif sur le marché des grands consommateurs. Sur le marché de masse, la principale difficulté, assez marginale au regard des tailles de portefeuilles, rencontrée pendant la crise est le cas des offres à prix fixe dont le prix a été révisé unilatéralement par le fournisseur.
- conditionner cette obligation à une évolution de la législation française pour autoriser les fournisseurs à appliquer des frais de résiliation (selon des modalités clairement encadrées). Ce point devient particulièrement important avec l'introduction au niveau européen d'une obligation pour certains fournisseurs de proposer une offre à prix fixe d'1 an. Dans ces conditions, il n'est plus possible de justifier l'absence de frais de résiliation par le choix libre du fournisseur de commercialiser ce type d'offres.

Enfin, nous soulignons que le choix fait par la CRE de séparer les segments de marché sur la base de la classe tarifaire et du profil de consommation ne fait pas sens. La totalité des sites des clients industriels ne correspond pas forcément à des profils de consommation adaptés, et cela risque de produire d'importantes distorsions dans le marché.

Pour cette raison, le seul élément valable sur lequel la CRE peut segmenter le marché entre masse et grands consommateurs est le SIREN – Raison Sociale du client.

Question 5 Etes-vous d'accord avec la proposition de la CRE, à savoir la mise en place d'un double contrôle portant à la fois sur un contrôle ex-post et un contrôle prévisionnel des obligations de couverture ?

Question 6 Un contrôle au pas de temps annuel vous semble-t-il suffisant ? Un contrôle semestriel pour couvrir chaque saison serait-il davantage approprié ?

Question 7 Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les périodes d'évaluation des couvertures ?

Premièrement, si une telle obligation était mise en œuvre, l'ANODE accueille favorablement la proposition sur la cadence annuelle du contrôle de couverture.

Ce que l'ANODE trouve au contraire fort problématique ce sont les périodes d'évaluation proposées par la CRE, qui ne sont pas en cohérence avec la réalité du marché et de l'activité de fourniture d'énergie.

En ce qui concerne le contrôle ex-post au pas de temps mensuel, les problématiques sont multiples : pendant les mois d'hiver, avec un très fort risque de thermosensibilité, combiné à une évolution parfois structurelle des consommations en raison des incitations à la baisse des consommations et à une météo de plus en plus erratique, il est irréaliste d'imaginer qu'un fournisseur couvrira systématiquement 97% de la consommation mensuelle de son portefeuille au premier du mois. En effet, une couverture à un tel niveau des volumes contractualisés, avec une visibilité très limitée sur les variations de la consommation des clients, mettrait à risque la résilience des acteurs, qui s'exposeraient de manière évidente à un risque de sur-couverture.

De plus, sur le principe, le contrôle *ex-post* de la couverture de l'année N-1 ne nous paraît pas pertinente. Si l'objectif de la CRE est de sécuriser les engagements des fournisseurs, notamment en cas de nouvelle tension sur l'approvisionnement, l'évaluation des couvertures passées n'y contribue pas vraiment.

Pour cette raison, l'ANODE est défavorable au contrôle ex-post sur N-1. Si la CRE devait maintenir sa volonté

d'implémenter ce contrôle, il faut qu'il porte sur les volumes des consommations prévisionnelles estimées *au 15 du mois M-1* (du mois précédent).

De la même manière, il serait excessif de demander des niveaux de couverture identiques pour l'échéance 1 an et celle à 3 ans, notamment pour les clients qui ne sont jamais engagés. Premièrement, le marché français peut rencontrer, typiquement en période de crise, des problématiques de liquidité, ce qui peut rendre la couverture des volumes contractualisés sur N+2 et N+3 seulement possible à des niveaux plus modérés.

Si nous comprenons la volonté de la CRE d'imposer aux fournisseurs une couverture sur les volumes contractualisés au-delà de N+1, nous considérons aussi que le Régulateur devrait simultanément prendre des actions permettant de garantir un niveau de liquidité minimum sur le marché à terme français, ce qui permettrait à tous les fournisseurs de se couvrir plus efficacement.

En synthèse, l'ANODE propose au Régulateur les modifications suivantes :

- Abandonner le contrôle de couverture sur les volumes de l'année N-1, auquel nous nous opposons fermement car il ne permet pas de prévenir les risques de sous-couverture, les livraisons étant déjà passées.
- Amender les conditions du contrôle pour les années successives à N+1. Le contrôle au-delà de N+1 ne peut être fait selon les mêmes conditions, en particulier pour le marché de masse. La CRE devra prendre les actions nécessaires pour s'assurer que ces obligations prudentielles aboutiront bien à une meilleure résilience des fournisseurs et non pas à une plus grande fragilisation de ces derniers. Il convient en particulier que la CRE travaille à une évolution du cadre législatif pour permettre aux fournisseurs de proposer sur le marché de masse des offres engageantes, à côté des offres sans engagement, et qu'elle mette en œuvre des mécanismes permettant de garantir un niveau de liquidité minimal sur les différentes échéances du marché à terme français.

Question 8 Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le dimensionnement des obligations minimales de couverture ?

L'obligation de couverture en volume, telle que proposée par la CRE soulève de nombreuses difficultés et incohérences explicitées dans les réponses aux questions précédentes. A ce titre, l'ANODE souhaite rappeler qu'un niveau de couverture minimale exprimé en volume ne garantira pas la résilience des fournisseurs dans les scénarios de risque extrêmes, comme ceux connus pendant la crise.

Le niveau de l'obligation proposé pose un véritable problème de cohérence de fond. Sous couvert de limiter le risque de défaillance et de protéger les consommateurs, le dimensionnement de l'obligation pourrait conduire à accélérer les faillites des fournisseurs.

La CRE ne peut exiger des fournisseurs un niveau d'engagement aussi élevé pour la fourniture de clients qui ne sont pas engagés.

De plus, l'imposition d'un taux de couverture en volumes à 97% à *tout prix* impliquerait l'uniformisation des stratégies de couverture des fournisseurs, portant sérieusement atteinte à la liberté de choix de stratégie de la part des acteurs, et impacterait négativement les factures des consommateurs. La proposition de la CRE aboutirait avec certitude à l'uniformisation et à l'appauvrissement du marché français. Entre la méthode de lissage 2 ans à l'avance des TRVE et l'obligation de couvrir à presque 100% les volumes prévisionnels, sans distinction entre les fournisseurs, les typologies d'offres ou de clients ou les conditions de marché, le marché français sera totalement sclérosé.

Afin de rendre le modèle de contrôle proposé par la CRE plus représentatif des conditions de marché, l'ANODE propose d'adapter l'obligation de couverture minimale de 97%. Il est d'ailleurs important qu'à chaque période d'évaluation soit associé un niveau plancher de couverture spécifique, afin de refléter la disponibilité/liquidité des produits de marché à l'horizon de temps correspondant. De cette manière, la CRE pourrait imposer et contrôler les niveaux de couverture minimaux des fournisseurs, tout en laissant aux acteurs un peu de latitude sur leurs stratégies de couverture.

Sur la base du retour d'expérience de nos membres, en prenant en compte les périodes de contrôle définies par la CRE, nous proposons les niveaux planchers de couverture suivants :

- 90% sur le *Quarter* pour l'année N
- 90% sur le *Cal* pour l'année N+1
- 85% sur le *Cal* pour l'année N+2
- 85% sur le *Cal* pour l'année N+3

Des niveaux d'obligation variables en fonction de la période concernée est beaucoup plus représentative de la réalité de la capacité de couverture des fournisseurs au regard du niveau de prévisibilité des volumes à couvrir et de la liquidité des marchés.

En tout état de cause, la CRE devra prendre en compte la thermosensibilité propre au portefeuille de chaque fournisseur qui peut conduire à des consommations inférieures à 97% des consommations à température normale, notamment chez les fournisseurs menant des actions en matière de sobriété.

Question 9 En vous appuyant sur des analyses quantitatives étayées dans la mesure du possible, partagez-vous la prise en compte du risque d'attrition telle que proposée par la CRE ?

Tout d'abord, il est essentiel de s'accorder sur la définition du taux d'attrition utilisé par les fournisseurs. Il correspond :

- au taux de résiliation de contrats par les consommateurs, dont les changements de fournisseur, avant la fin de leur contrat
- aux résiliations s'imposant aux fournisseurs en raison d'impayés

L'ANODE s'oppose fermement à la fixation d'un taux d'attrition normatif identique pour tous les fournisseurs. En effet, il est impossible de définir un taux d'attrition unique qui puisse refléter de manière cohérente la situation spécifique de chaque fournisseur présent dans le marché. Chaque fournisseur est confronté à un taux d'attrition spécifique en fonction de sa stratégie commerciale et de son positionnement sur le marché.

De plus, la liberté offerte aux consommateurs du marché de masse de changer de fournisseur librement en vertu de l'absence de frais de résiliation contribue à maintenir des taux d'attrition bien plus élevés que les 15% proposés par la CRE.

Le taux d'attrition est aussi une métrique variable en fonction de la durée et du type d'offres et selon les conditions de marché. Par exemple, dans un marché haussier, les consommateurs tendront à retourner vers TRVE, cela se traduit par une hausse relative du taux d'attrition. Au contraire, dans un marché baissier, les consommateurs auront intérêt à optimiser leurs prix de fourniture en sortant de leurs contrats signés à prix élevé et en profitant de la concurrence, cela se traduit par une hausse relative des taux d'attrition.

La CRE pourra vérifier ces éléments en croisant les informations relatives aux résiliations de contrat/changements de fournisseur fournies par les GRD avec les dates de fin de contrats qui pourraient être fournies par les fournisseurs.

Ainsi, l'ANODE propose de :

- Laisser chaque fournisseur appliquer son taux d'attrition constaté ;
- Si le fournisseur souhaite l'adapter, par exemple en raison de changements significatifs des conditions de marché de l'énergie, il pourra facilement fournir une explication justifiant cette adaptation.

Question 10 Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les prérequis nécessaires pour chaque moyen de couverture explicité ?

De manière générale, l'ANODE trouve les prérequis nécessaires pour chaque moyen de couverture explicité plutôt cohérents et pertinents.

Nous aimerions toutefois émettre des réserves concernant la demande de fournir au régulateur la notation

financière des contreparties de PPA. En effet, les fournisseurs évaluent eux-mêmes le risque de contrepartie au moment de la signature d'un PPA : les premiers à avoir intérêt à sécuriser leurs contrats sont les acteurs de marché eux-mêmes. C'est pour cette raison que la volonté de la CRE de conduire un deuxième contrôle apparaît non nécessaire.

De la même manière, une partie conséquente des PPA sont signés par les fournisseurs avec des petits producteurs, notamment des exploitants agricoles, qui ne possèdent aucune notation financière et n'ont pas vocation à en obtenir une.

L'imposition d'un tel prérequis de la part de la CRE porterait atteinte à ces petits producteurs, qui font de leurs installations des sources de revenu supplémentaire leur permettant de continuer à développer leurs activités primaires. Ce problème risque de se renforcer avec le développement de l'agrivoltaïsme en France.

Il est donc important que la CRE revienne sur ce point, pour éviter d'exclure une partie importante des petits producteurs d'énergie renouvelable du marché et de les priver de la source de revenu stable que représentent les contrats signés avec les fournisseurs.

Question 11 Pensez-vous pertinent d'adapter les niveaux d'obligation pour couvrir les risques inhérents à chaque produit de couverture ?

L'ANODE ne voit pas le besoin d'introduire cette mesure. Le choix de différents produits de couverture relève de la stratégie librement adoptée par chaque fournisseur en cohérence avec l'offre qu'il souhaite proposer dans le meilleur intérêt de ses clients.

L'adaptation des niveaux d'obligation introduirait une complexité importante pour un gain très incertain, ainsi qu'une discrimination entre différents types de couverture, dont la diversité est pourtant essentielle car elle participe aussi à la réduction de risque pour les contreparties. En effet, l'histoire récente a montré que même les assets qui avaient un rating élevé (les centrales de production nucléaires) ont été défaillantes. Cela causerait aussi une migration progressive de tous les acteurs vers les produits de couverture favorisés par la CRE avec un renchérissement des coûts et l'uniformisation des offres sur le marché aux dépens de l'innovation dont ne bénéficieraient plus les consommateurs. Encore une fois, comme l'a rappelé l'ACER, les obligations prudentielles, notamment selon les modalités présentées par la CRE, auront des conséquences sur la formation des prix et sur la liberté commerciale des fournisseurs. Il convient donc de s'assurer que cette régulation reste proportionnée au regard des objectifs poursuivis.

Enfin, nous sommes opposés à la proposition de la CRE d'inclure dans l'analyse l'ensemble des produits de couverture *"sous réserve qu'ils assurent au fournisseur un volume couvert équivalent prix fixe"*, dans la mesure où elle ne reflète pas la diversité des contrats d'approvisionnement signés par les fournisseurs, notamment dans le cadre de PPA. Les modalités de détermination du prix relèvent de la liberté contractuelle entre fournisseurs et producteurs, et de la libre stratégie de couverture du fournisseur. Nous rappelons que l'objectif de la CRE est de contrôler le niveau de couverture du fournisseur « en volume ».

-

Question 12 Estimez-vous utile de prévoir la possibilité d'appliquer un taux d'abattement graduel, plutôt que de rejeter les couvertures offrant un degré de fiabilité insatisfaisant ?

L'ANODE rappelle son opposition à une différenciation des obligations en fonction de l'outil de couverture que ce soit par un niveau d'obligation différent ou par l'application d'un abattement.

En premier lieu, il est important de souligner qu'il est difficile de comprendre sur quelles bases la CRE pourrait rejeter des couvertures présentées par les acteurs qui respecteraient les prérequis qui seraient listés dans la délibération à venir de la CRE. Le respect des normes fixées par cette délibération doit garantir automatiquement l'acceptation par la CRE des instruments de couverture choisis par le fournisseur, sans aucun abattement.

Comme le risque lié à la thermosensibilité des consommateurs est pris en compte par les fournisseurs, le risque de déviation de production est intégré par les fournisseurs dans leur stratégie de sourcing. Aussi, ce risque est lissé à l'échelle du portefeuille de producteurs avec lesquels le fournisseur contractualise des PPA. Il n'y a donc pas lieu de prévoir un abattement graduel en fonction de la typologie d'approvisionnement du fournisseur, sous peine de venir

encore une fois pénaliser les fournisseurs s'approvisionnant ailleurs que sur le marché de gros. Par ailleurs, avec la mise en place de taux d'abattement, la CRE exposera les fournisseurs à un risque de "sur couverture" qui n'est pas plus sécurisant qu'un risque de "sous couverture".

Par ailleurs, comment différencier la valeur de la production d'1MW d'une unité de production, entre un contrat d'achat en bilatéral directement avec le propriétaire du site via un PPA, un contrat d'achat direct via un intermédiaire type agrégateur ou un contrat d'achat sur la bourse à ce même agrégateur ou producteur ? Chacun de ces contrats présente des avantages et des inconvénients et leur diversité est plus une source de robustesse que de faiblesse. Par ailleurs, tous les fournisseurs n'ont pas accès aux mêmes outils de couverture, ce qui est un élément non négligeable à prendre en compte.

De manière générale, l'ANODE soutient qu'aucune discrimination ne doit être faite entre les différents outils de couverture des acteurs.

Question 13 Identifiez-vous d'autres types de produits susceptibles de remplir l'obligation de couverture ?

L'ANODE propose d'ajouter les produits suivants à la liste des couvertures éligibles listées par la consultation publique :

- Les *Biogas Purchase Agreement (BPA)*, en développement pour verdir la fourniture de gaz naturel aux foyers et aux entreprises
- Dans le marché de gros, tout type de produit, physique ou financier, doit pouvoir faire office de couverture acceptée (*Options, stockage, swing, swap*, etc.)
- Les transactions OTC (*Over the Counter*), à considérer comme faisant partie du marché de gros
- Le *proxy hedge* à partir de commodités corrélées doit également pouvoir être pris en compte car dans certaines configurations de marché ils sont la seule option à la disposition du fournisseur en raison de problématiques de liquidité par exemple. A titre d'exemple, le *proxy hedging* a été un véritable levier de résilience pendant les mois de la crise énergétique, en permettant à un certain nombre de fournisseurs d'assurer leur couverture financière malgré le manque exceptionnel de liquidité sur le marché de l'électricité.
- L'ARENH
- Les achats de produits modulés (FU) également pour les couvertures en électricité (ex. achats de profil : RES 1, RES 11, etc.)

Question 14 Quels indicateurs financiers sont suivis régulièrement au sein de votre société pour évaluer la capacité à résister aux aléas de votre activité ?

Les fournisseurs d'énergie actifs dans le marché français suivent régulièrement les indicateurs listés ci-dessous :

- La VaR (*Value at Risk*), qui permet d'apprécier quotidiennement le degré d'exposition au risque de l'entreprise
- Le SRS (Seuil de Révision Stratégique), c'est-à-dire le niveau de compensation des résultats qui, s'il est dépassé, déclenche un processus de révision de la stratégie, et son strict respect dans les politiques de l'entreprise
- La notation financière, qui donne un aperçu de la perception externe de la solidité financière du fournisseur

Question 15 Les éléments comptables et financiers qui seraient collectés par la CRE permettent-ils à votre sens d'évaluer correctement la capacité financière de la société à résister aux aléas ?

L'ANODE partage la vision de la CRE sur les éléments d'ordre comptable et financier qui permettraient de juger de

la santé financière des fournisseurs, à l'exception du plan d'affaires à moyen terme. En effet, les rapports de gestion et la notation permettent d'avoir une information sur la santé financière de l'entreprise (avec l'avantage de l'analyse et de l'appréciation d'un tiers externe pour la notation financière). La capacité à mobiliser de la trésorerie est le nerf de la guerre pour être en mesure de supporter les aléas et, en particulier, les chocs de prix difficilement prévisibles. En revanche, le plan d'affaires à moyen terme n'a pas réellement de valeur ajoutée. Il repose sur des données prévisionnelles qui n'ont pas la même opposabilité que les rapports de gestion et qui peuvent évoluer de manière importante en cours d'année dans la mesure où elles correspondent à des projections.

D'ailleurs, la production et la transmission de la documentation demandée par la CRE imposera sans doute une charge très lourde sur les fournisseurs, et notamment les plus petits ; il est donc fondamental que la CRE limite au maximum les documents requis : dans cette perspective, la transmission du plan d'affaires à moyen terme n'est pas nécessaire.

L'ANODE tient également à signaler que les dates de clôture des comptes annuels qui peuvent être différentes entre fournisseurs peuvent entraîner un biais dans leur analyse. Ainsi, un fournisseur clôturant ses comptes en octobre aura une bien meilleure trésorerie qu'un fournisseur les clôturant en avril par exemple.

Enfin, l'analyse ne sera pas la même entre comptes sociaux ne prenant en compte que les résultats de la société-mère et comptes consolidés des filiales de fourniture.

Enfin, pour les fournisseurs faisant partie d'un Groupe en tant que filiale, la CRE doit conduire ses analyses de solidité financière sur les documents transmis par la maison mère, si elle est garante du fournisseur et/ou ils sont en condition de *cash pooling*.

Question 16 La liste des risques spécifiques à l'activité de fourniture proposée par la CRE vous paraît-elle exhaustive ?

L'activité de fourniture n'est pas une activité administrative ou standardisée qu'il serait possible de normaliser à travers 2 ou 3 paramètres. Les fournisseurs sont exposés à de nombreux aléas et risques, dont un cadre législatif et réglementaire mouvant qui ne donne aucune visibilité.

La CRE doit tenir compte de cette situation pour la définition des obligations prudentielles.

Les principes retenus doivent être proportionnés et adaptés à la typologie des acteurs. Une régulation proportionnée ne peut aboutir à des règles identiques pour tous les fournisseurs sans prise en compte de leur solidité financière ou de leur politique de risque. Les paramètres de cette régulation doivent également tenir compte de la situation spécifique de chaque fournisseur, du type d'offre et de client et du contexte de marché.

Les aléas inhérents à l'activité de fourniture d'énergie sont les suivants :

- Les risques inhérents à la fourniture d'énergie :
 - o Evolution des prix
 - o Risque de consommation lié à la thermosensibilité
 - o Le risque volume hors thermosensibilité, y compris le churen
 - o Le risque lié aux erreurs de prévision du portefeuille
 - o Le risque lié à l'approvisionnement en capacité
 - o Le risque d'optionnalité, typiquement depuis la crise énergétique
 - o Risque de *Cascading*
 - o Le risque lié aux évolutions d'ordre réglementaire
- Les risques du débiteur (non-paiement ou retard de paiement d'un débiteur)
- Les risques de contrepartie (cf 3.3)

- Le risque lié à l'instabilité réglementaire

L'ensemble de ces risques milite pour une approche beaucoup plus raisonnable et séquentielle pour la fixation des objectifs dans la mesure où, par exemple, il peut y avoir un écart significatif entre le portefeuille contractualisé à l'instant t et ce même portefeuille à l'instant $t+n$ et ensuite avec la consommation réelle de ce portefeuille au moment de la livraison.

Question 17 Partagez-vous les mesures organisationnelles (gestion des ressources humaines et gouvernance), proposées par la CRE ?

Il est fondamental que la CRE clarifie les obligations qu'elle souhaite imposer en termes de mesures organisationnelles.

Il apparaît clair aux membres de l'ANODE que dans cette Consultation Publique le Régulateur semble confondre les fonctions de « gestion des risques / *risk management* » et celles de « contrôle des risques / *risk control* ».

En effet, les fonctions de gestion des risques nécessitent par définition d'une expertise extrêmement solide des marchés et ne peuvent s'envisager nulle part ailleurs que dans les entités opérationnelles des fournisseurs ; tout éloignement serait source de déstabilisations majeures des acteurs du marché.

De l'autre côté, les fonctions de contrôle des risques relèvent plutôt des divisions « contrôle interne / audit interne », et nécessitent bien évidemment d'une indépendance marquée par rapport au *sourcing* pour pouvoir accomplir leur mission.

L'organisation interne de l'opérateur historique ne fait pas exception à ces règles générales : les experts de gestion des risques de marché sont intégrés à la DOAAT, qui est la direction également en charge de l'approvisionnement / *sourcing*.

La différenciation entre contrôle des risques et gestion des risques est un point commun à tous les secteurs économiques, et concerne donc les fournisseurs d'énergie aussi ; les régulateurs de tout marché font donc de manière assez claire la distinction entre les deux : il faut que la CRE les appréhende et fasse de même.

Au-delà de ces précisions, les membres de l'ANODE souhaitent souligner que les exigences préconisées par la CRE peuvent s'avérer difficiles à mettre en œuvre pour les plus petites structures. C'est pourquoi il serait pertinent d'introduire une certaine flexibilité dans l'évaluation de la gouvernance, par exemple en autorisant l'externalisation des fonctions de contrôle des risques. Dans le cas où le fournisseur est une filiale d'un Groupe, la fonction de contrôle du risque devrait pouvoir être assurée par les Groupe / maison mère.

De même, pour certains fournisseurs il sera difficile de créer un poste dédié de Directeur responsable de la gestion des risques qui n'occuperait aucune autre fonction au sein de l'entreprise en lien direct ou indirect avec l'achat ou la vente d'énergie (Directeur énergie ou Directeur financier par exemple) ; ce qui serait d'ailleurs en totale contradiction avec tous les autres secteurs économiques : c'est la fonction de contrôle du risque qui demande une indépendance marquée, et non pas celle de gestion.

[1] [ACER-CEER_Response_EC_PC_EMD.pdf \(europa.eu\)](#)

